

## JOURNAL OFFICIEL

DES

## ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 95  
N° 32.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 11  
NO TITEMA 1946.

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	8 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, sportives etc.....	5 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

	Pages
1946 9 déc. Arrêté n° 1244 a.e., fixant les prix minima à payer aux producteurs de coprah des Etablissements français de l'Océanie.....	...
9 déc. Arrêté n° 1245 a.e., fixant les conditions de vente, par les préparateurs, de la vanille achetée par eux sur la base minima de 45 francs, vente.....	...

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 1244 a.e., fixant les prix minima à payer aux producteurs de coprah des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 9 décembre 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans la colonie ;

Vu l'arrêté n° 296 a.e. du 4 avril 1946 fixant les prix minima

à payer aux producteurs de coprah des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le télégramme n° 427/A.E. du ministère des colonies, en date du 12 novembre 1946 annonçant l'acceptation de la métropole de porter à 6.000 francs la tonne le prix du coprah à exporter sur France ;

Vu l'avis émis par la commission consultative du coprah dans sa séance du 30 novembre 1946 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Affaires Economiques ;

Le conseil privé consulté le 7 décembre 1946,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— L'arrêté n° 296 a.e. du 4 avril 1946 est rapporté.Art. 2.— Les prix minima à payer aux producteurs de coprah des Etablissements français de l'Océanie sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1946 :

- 1° Dans les archipels Tuamotu, Marquises, Gambiers, Australes, à l'embarquement..... le kilo : 4,25
- 2° Coprah dit local rendu à Papeete..... — 4,60
- 3° Coprah Tuamotu ou de qualité équivalente rendu à Papeete..... — 5

Art. 3.— Toute infraction au présent arrêté sera punie des peines prévues à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 et à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 susvisée sans préjudice de l'application de sanctions administratives (retrait temporaire ou définitif de patentes).

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 décembre 1946.  
HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 1245 a.e., fixant les conditions de vente, par les préparateurs, de la vanille achetée par eux sur la base minima de 45 francs, verte.

(Du 9 décembre 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE  
L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation générale de la nation pour le temps de guerre, notamment en son article 46 ;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les territoires d'outre-mer, notamment en son article 10 ;

Le Conseil Privé entendu le 7 décembre 1946,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A dater de la parution du présent arrêté, le Service du Ravitaillement des Etablissements français de l'Océanie est acheteur exclusif de la vanille préparée achetée par les préparateurs aux producteurs sur la base, verte, de 45 fr. le kilogramme.

Est considéré comme ayant été achetée sur la base de 45 fr. toute vanille verte actuellement en stock ou en cours de préparation, qui a été payée moins de 50 fr. par les préparateurs aux producteurs.

Art. 2. — La vanille préparée dont il s'agit sera cédée par le Service du Ravitaillement aux exportateurs agréés au prix qu'il l'aura achetée, transport à Papeete et frais accessoires à leur charge, selon une répartition qu'établira le Groupement des Exportateurs de vanille.

Art. 3. — A la même date, le prix de vente de la vanille par les exportateurs à l'extérieur devient libre.

La différence entre le prix FOB actuel de 292,63 et le prix effectif de réalisation sera versée à un compte de trésorerie intitulé "Protection de la vanille". La répartition de la différence susmentionnée entre les producteurs, les préparateurs et les exportateurs, fera l'objet d'une consultation de l'Assemblée Représentative.

Art. 4. — La taxe de défense à la production de la vanille est stabilisée sur la base du prix FOB de 292,63 jusqu'à la disparition de cette taxe, ou jusqu'à la création d'une taxe nouvelle de sortie si celle-ci doit se produire antérieurement.

Art. 5. — Après écoulement des stocks achetés à moins de 50 francs par kilo de vanille verte, les transactions entre préparateurs et exportateurs et les transactions entre les exportateurs et l'extérieur seront libres.

L'écoulement dont il s'agit sera considéré comme achevé lors-

que la douane aura constaté la sortie d'une quantité de vanille préparée égale à 26,4 % des quantités de vanille verte, payée moins de 50 fr., actuellement en stocks.

A cette fin les préparateurs, dans le délai de quinze jours à dater de la parution du présent arrêté, devront remettre au chef de circonscription ou de poste de leur résidence une déclaration du modèle ci-annexé signée et accompagnée de leur livret d'achat, en communication. L'autorité administrative procédera immédiatement au contrôle des déclarations qu'il certifiera et transmettra dans le plus bref délai au Gouvernement.

Art. 6. — Le prix minimum d'achat de la vanille au producteur continuera toutefois à être déterminé périodiquement par l'administration.

Art. 7. — Les infractions au présent arrêté seront punies d'une amende de cent à cinq mille francs (100 à 5.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement. L'affichage et la publication des jugements pourront être ordonnés sans préjudice de la faculté de retrait de la patente.

Art. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 décembre 1946.

HAUMANT.

#### DÉCLARATION de la vanille, base verte.

détenue à la date du ..... décembre 1946.  
par M. ...., N°.....,  
préparateur à....., île de.....

Date de la coupe	Quantités achetées en kgs	Prix unitaire
.....	.....	.....
etc...	etc...	etc...
Total....	.....	.....

Vu et vérifié :

le.....décembre 1946.

Le Chef de circonscription ou de poste,

A....., le....décembre 1946.

Le déclarant,